

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19053 - 74ÈME ANNÉE

Avec le projet de raffinerie de Tereos

La répartition des richesses de la canne à sucre en question

Aujourd'hui s'ouvre la campagne sucrière dans le Sud tandis que dans le Nord et l'Est, les livraisons sont suspendues en raison d'une panne à l'usine de Bois-Rouge. Des planteurs annoncent craindre la pire campagne depuis 2006, quand le passage de Gamède et la sécheresse avaient été à l'origine d'une récolte inférieure à 1,6 million de tonnes.

Après le Nord et l'Est, c'est au tour des planteurs du Sud de commencer à livrer leurs cannes aujourd'hui, avec l'ouverture de la campagne sucrière. La seconde coupe suivant la fin des quotas sucriers ne s'annoncent pas très bien. Tout d'abord, les conditions climatiques ont été défavorables depuis le début de l'année. Notre île a connu la succession de trois tempêtes dont la dernière, Fakir, aurait mérité d'être classée comme cyclone.

Pour certains planteurs, la récolte devrait être de l'ordre de celle qui a suivi le passage de Gamède en 2006. Rappelons que cette année-là, elle avait inférieure à 1,6 million de tonnes. Ce fut une catastrophe pour les planteurs. Mais de son côté, l'industriel avait pu limiter les dégâts. En effet, pour honorer ces commandes d'alcool, il avait importé de la mélasse du Pakistan. En 2018, la peine sera double pour les planteurs, car les cours du sucre ont baissé. Ils ne pourront pas toucher la prime d'intéressement liée à la vente du sucre car le cours est sous le seuil de versement prévu par la Convention canne. Autrement dit, Tereos va gagner un bonus pour l'achat des cannes des planteurs.

Le planteur prend le risque

Ceci rappelle que dans l'industrie de la filière canne-sucre, la plus grande partie du risque est pris par le planteur. Il est fortement tributaire des conditions météorologiques, car il tire l'essentiel de son revenu de la plantation. Pour sa part, l'industriel a la capacité de se diversifier. Tereos ne déroge pas à la règle. Lors du passage du ministre de l'Agriculture, l'industriel a présenté son projet de raffinerie de sucre. Les planteurs affirment qu'il est difficile de croire que Tereos, soutenu par l'État, fait un tel investissement uniquement pour traiter les 100.000 tonnes de sucre roux réunionnais à raffiner en sucre blanc. Ils pensent que cette usine sera également destinataire de sucres importés de pays voisins en vue de leur importation dans l'Union européenne sous le label production européenne.

Garantie de revenu

Cette raffinerie offre également à l'industriel une garantie de revenu.

Que la campagne sucrière soit bonne ou mauvaise à La Réunion, il pourra toujours importer du sucre pour faire tourner cette usine. C'est ce que rappelle le précédent de l'importation de mélasse à cause de la mauvaise campagne de 2006.

C'est pourquoi les planteurs doivent avoir droit à leur part de richesse dans les recettes qui seront générées par la raffinerie. Rappelons qu'à Maurice, la création de toute nouvelle industrie implique que les planteurs en soient actionnaires à 40 %. C'est ce qui s'est passé quand les industriels ont construit une raffinerie pour honorer le contrat signé avec Südzucker en 2009, un outil capable de raffiner 400.000 tonnes de sucre par an. Plus que jamais se pose le problème de la répartition des richesses de la filière canne-sucre.

M.M.

Viv la kiltir nout mémoir !

Vibrants hommages réunionnais à Nelson Mandela et à Sudel Fuma

Depuis quelques années, de plus en plus d'organisations associatives de La Réunion, parfois en partenariat avec des institutions du pays (collectivités, espaces culturels, etc.), se consacrent à la culture de la mémoire historique du peuple réunionnais. Ces actions contribuent notamment à renforcer les atouts de l'identité spécifique de notre peuple et son union face aux diviseurs et profiteurs. "Témoignages" va citer deux événements qui se sont déroulés il y a quelques jours et qui vont dans ce sens.



Dominique Thionville (à gauche), présidente de l'association "67 Minutes pour Mandela", aux côtés d'amies sud-africaines partenaires de la rencontre à la bibliothèque Alain Peters mercredi dernier.

Le premier a eu lieu le jeudi 12 juillet à la Maison Serveaux de Saint-Paul, dans le cadre de la célébration du 170^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises, dont La Réunion, et en hommage à Sudel Fuma, historien et défenseur du patrimoine réunionnais, décédé il y a 4 ans. Cette conférence a été organisée par l'association Kartyé Lib - Mémoire et Patrimoine Océan Indien (MPOI), présidée par Marie-Lyne Champigneul, en partenariat avec plusieurs autres associations comme l'Organisation pour les Initiatives de la Diaspora Indienne, Rasine Kaf, Historun, etc. Elle a commencé notamment avec

la proclamation d'un poème admirable de Fernand Payet en hommage à Sudel Fuma, suivie d'une minute de silence ; et ensuite plusieurs historiens comme Prosper Ève, Laurent Hoarau, Charlotte Rabesahala, Vina Ballgobin, Philippe Bessière, Philippe Jean-Marie et Céline Ramsamy-Giancone ont fait des exposés très intéressants pour expliquer notamment pourquoi il faut d'urgence transformer l'ancienne prison Juliette Dodu à Saint-Denis en « lieu mémoriel ».

À retenir également de cette conférence : la révélation par l'anthropologue Charlotte Rabesahala que le premier maron à La Réunion fut Enchaing, qui a fait partie des

10 Malgaches ayant contribué à la naissance du peuple réunionnais en 1663 et dont un piton du cirque de Salazie a gardé le nom. Signalons enfin que cette rencontre très riche en échanges s'est terminée par une belle prestation de divers artistes animée par Éric Murin, président du CRAN à La Réunion.

Le second événement culturel à mettre en avant dans cet esprit est l'hommage rendu à Nelson Mandela à l'occasion du 100^e anniversaire de sa naissance. Cela s'est passé pendant trois jours dans plusieurs endroits à Saint-Denis, en particulier le mercredi 18 juillet à la Bibliothèque Alain Peters du Moufia, dirigée par Frédéric Babou-Carimbacasse.

Là aussi, plusieurs partenaires associatifs et institutionnels ont apporté leur contribution à la fois à une performance théâtrale, à une exposition de photographies, à la projection d'un film ("Mandela un destin hors du commun") et à un sobatkoz sur l'héritage de ce grand combattant pour la liberté, la justice et la paix. Tout cela s'est passé dans une ambiance très chaleureuse, avec notamment des échanges sur les suites à donner tous ensemble à ces combats de Nelson Mandela à La Réunion comme dans notre région et dans le monde entier. C'est pourquoi le combat continue pour fé viv la kiltir nout mémoir !

Correspondant

Edito

Jardiner nos forêts

Pour empêcher l'avancée du désert en Afrique, un chantier international est en cours, la Grande muraille verte. C'est un vaste plan de replantation dont les objectifs ont été rappelés jeudi dernier en Mauritanie lors de la signature d'un partenariat entre l'Agence panafricaine pour la Grande muraille verte et le Programme alimentaire mondial : « la conservation et la valorisation de la biodiversité, la restauration et la conservation des sols, la diversification des systèmes d'exploitation, la satisfaction des besoins domestiques en produits ligneux, l'accroissement des revenus à travers la promotion d'Activités génératrices de revenus (AGR), l'installation d'infrastructures sociales et l'amélioration des capacités de séquestration du carbone ».

Une autre initiative allant dans ce sens a été lancée mercredi dernier, c'est la plantation de 6 millions d'arbres au Burkina Faso. L'objectif principal est de développer l'agriculture.

Ces faits rappellent l'importance de planter des arbres. Ils jouent en effet un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique. Aussi, couper un arbre contribue à aggraver la crise. Lors de sa découverte, notre île était recouverte par des forêts. Une grande partie a été anéantie à cause du développement de l'agriculture, et pour satisfaire les besoins d'énergie de l'industrie et des familles. Dans les années 1970, la municipalité du Port avait planté 500.000 arbres sous l'impulsion de Paul Vergès. Le même nombre a été installé le long de la route des Tamarins. Cela devait constituer le début de la replantation de l'Ouest de l'île, afin que le paysage puisse ressembler à celui qu'avait découvert les premiers navigateurs qui ont abordé La Réunion.

On ne peut que déplorer que cette dynamique soit au point mort. Plus grave, des arbres ont été coupés au Port parce qu'ils embarrassaient un trottoir. Ces végétaux avaient en plus la propriété d'éloigner les moustiques, ce qui donne une idée du gâchis. Il est donc essentiel de relancer la dynamique de replantation de l'île, pour lutter contre le changement climatique, mais aussi pour créer des emplois. Car les forêts doivent être entretenues pour rester en bonne santé. D'où l'intérêt de jardiner nos forêts.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Libre opinion d'André Oraison, Professeur des Universités, Juriste et Politologue

« Vous nous décevez Monsieur Emmanuel Macron »

Monsieur le président de la République, vous avez trahi le peuple de France. À vous écouter pendant votre campagne électorale, vous aviez la main sur le cœur. Par vos paroles rassurantes et des trémolos dans la voix, vous donniez des espérances à tous ceux qui sont en difficulté ou sur le bord du chemin, quand ils ne sont pas au bord du gouffre.

Voici maintenant plus de quatorze mois que vous êtes au sommet de la pyramide et que vous conduisez le char de l'État. Or, les résultats espérés ne sont toujours pas au rendez-vous et les Français, pendant cette période, sont passés pour 70 % d'entre eux de l'espoir au doute et parfois même à la révolte, comme le révèlent les derniers sondages d'opinion. De fait, beaucoup de citoyens qui ont voté pour vous à l'élection présidentielle ne vous soutiennent plus.

Sur un plan général, vous êtes en train de jeter, sans état d'âme, dans la grande poubelle de l'histoire le concept protecteur traditionnel d'État-providence qui s'était imposé à la Libération et, par ricochet, vous remettez en cause le « service public à la française » que le monde étier nous enviait mais qui est aujourd'hui, par votre faute, en voie de disparition.

Le chômage augmente

Malgré la casse du Code du travail dont vous avez été le maître d'œuvre, le chômage ne diminue pas mais progresse en France comme par le passé. Les contrats aidés sont massivement suppri-

més, mettant les collectivités territoriales – notamment les communes – en difficulté au plan financier ou dans l'impossibilité de mener à bien leurs obligations de service public de proximité. Les aides sociales sont revues à la baisse dans tous les secteurs et notamment les aides au logement. L'augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG) de 1,7 % à compter du 1er janvier 2018 frappe lourdement les retraités qui, par définitions, sont des personnes âgées à la santé fragile. Vous envisagez maintenant de supprimer ou de réduire les pensions de réversion qui profitent essentiellement aux veuves, des personnes qui ont eu le tort, selon vous, de rester à la maison pour s'occuper de leur progéniture.

Départementalisation « low cost »

Vous songez également à remettre en cause le dispositif d'abattement d'impôt sur le revenu – un abattement de 30 à 40 % selon les territoires ultramarins – dont bénéficient, depuis 1960, les contribuables domiciliés dans les départements périphériques en compensation de la cherté de la vie qui ne cesse pourtant d'augmenter. En renforçant la pression fiscale sur les Ultramarins, après avoir porté atteinte à leurs acquis sociaux, vous allez encore diminuer fortement leur pouvoir d'achat et, par voie de conséquence, ralentir de manière sensible les activités économiques dans ces territoires, des territoires qui sont déjà pour la plupart dans un coma social prononcé. En

d'autres termes, Monsieur le président de la République, vous êtes en train de mettre en place une départementalisation au rabais ou départementalisation « low cost » en Guadeloupe, à Mayotte et à La Réunion et dans les deux autres collectivités territoriales périphériques régies par l'article 73 de la Constitution : la Guyane et la Martinique. Manifestement, l'Outremer n'est pas votre tasse de thé.

Ridiculisé par Donald Trump

Malgré vos gesticulations tous azimuts et une détermination obstinée, Monsieur le président de la République, vous êtes doublement incapable.

Au plan international, vous êtes incapable de faire entendre la voix de la France. Tous les Français ont pu constater avec effroi ou amusement que vous avez été ridiculisé par votre homologue, le caricatural et imprévisible président Donald Trump, lors de votre visite officielle aux États-Unis, et cela sans obtenir la moindre contrepartie. Vous êtes bien incapable de résoudre ou même de réduire les tensions commerciales entre l'Union européenne et les États-Unis ou de trouver une solution idoine au problème majeur posé par les récents flux migratoires en direction de l'Europe occidentale.

Au plan interne, vous êtes incapable à ce jour de réduire le chômage. Vous êtes également incapable de lutter contre la cherté de la vie. Vous êtes enfin incapable de réduire les inégalités sociales de plus en plus grandes qui existent dans le royaume de France, un

royaume métamorphosé sous votre règne en une monarchie absolue où toutes les décisions sont prises par un roi autoritaire depuis le palais de l'Élysée, sans concertation avec les citoyens et même malgré leurs désapprobations et les grèves à répétition.

Président de la « France d'en haut »

Monsieur Emmanuel Macron, sachez que vous êtes perçu dans l'opinion publique comme étant le président de la « France d'en haut », la France des riches, menant une politique résolument de droite, pour ne pas dire ultra réactionnaire. Vous excellez dans le domaine qui consiste à faire de gros cadeaux aux « premiers de cordée », entendez par là ceux qui appartiennent au club fermé des riches, des riches dont les fortunes ne cessent de grandir de manière exponentielle depuis le début de votre quinquennat. À la grande joie de ces privilégiés, vous avez déjà supprimé l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) qui rapportait, bon an mal an, plusieurs milliards d'euros à l'État. Pour ne pas effaroucher vos amis, les riches, pour les caresser dans le sens du poil, vous ne luttez pas vraiment contre la fraude et l'évasion fiscale qui sont le fait exclusivement de vos supporters – les plus fortunés du royaume de France – et qui coûtent à notre pays, chaque année, des dizaines et des dizaines de milliards

d'euros.

Monsieur Emmanuel Macron, vous êtes le président de la « France d'en haut ». C'est dire a contrario que vous êtes un chef d'État qui méprise ouvertement les plus fragiles, ceux qui croupissent dans la « France d'en bas ». N'avez-vous pas clamé le 12 juin dernier, dans une vidéo, que ceux que vous considérez en fait comme des « gueux » coûtent au budget de l'État – selon vos propres paroles – un « pognon de dingue » ?

Politique antisociale

Oui, Monsieur le président de la République : le domaine privilégié dans lequel vous êtes le champion incontesté depuis le début de votre présidence, c'est quand vous vous en prenez aux citoyens lambda, ceux qui sont au bas de l'ascenseur social. Vous êtes capable de vous en prendre uniquement aux plus faibles : vous êtes capable de rogner sans vergogne les acquis sociaux du plus grand nombre au risque d'accroître le désespoir. En un mot, vous menez une politique antisociale, inégalitaire et partisane qui est plus que détestable : elle est même franchement cauchemardesque. Cette politique – votre politique – n'est pas sans rappeler la formule polémique prêtée à François Guizot qui fut la figure centrale de la Monarchie de Juillet, dans la première moitié du XIXe siècle, sous le règne du roi Louis-Philippe Ier. Comme lui, votre unique slogan – un slogan au demeurant simpliste – est bien

le suivant : « Français, enrichissez-vous ! ».

En réalité, pas à pas, vous nous menez – tel un troupeau de moutons résignés – au bord d'un précipice béant. Dites-nous franchement Monsieur le président : quelle assurance pouvons-nous avoir aujourd'hui que vous n'allez pas demain nous pousser d'une chiquenaude dans des abysses insondables ?

La croisée des chemins

Pour éviter cette fin apocalyptique, nous espérons que les Français ne vont pas se laisser faire pendant votre mandature qui est déjà fort décevante et qu'ils vont réagir, non seulement en paroles, mais aussi dans les actes. Comme le conseillait le grand Victor Hugo : « Il vient une heure où protester ne suffit plus : après la philosophie, il faut l'action ». Ne sommes-nous pas aujourd'hui à la croisée des chemins ? Allons-nous vraiment attendre qu'un illuminé dont l'incompétence n'a d'égal que la suffisance appuie sur un bouton pour nous faire tous sauter ?

Faut-il en dernière analyse vous rappeler, Monsieur le président de la République, qu'une Révolution a déjà eu lieu dans le royaume de France en 1789 et qu'elle a mis fin à la monarchie absolue avant d'envoyer le monarque à l'échafaud. L'histoire peut parfois bégayer. Ne l'oubliez pas.

André Oraison

In kozman pou la rout

« Si ou néna in n'afèr pou fé, fé ! La mor i di pa l'èr li va pa »

D'après sak mi antan di toultan bann z'afèr konm tranblomann tèr, léripsyon volkanik, sa sé dé shoz i koné i sava arivé, mé kèl zour kèl èr, i koné pa ozis. Mé, final de kont, la pa bézoin alé rode dann fon la tèr bann shoz konmsa. La maladi i ariv mé kan ou i koné pa. La mortalité i ariv galman mé parèye. Dé foi ou néna in kékshoz sèryé pou fé é ou i fé pa pars ou la pèr la mor i kal aou dann milyé. Provèrb l'Afrik moin la mark an-o la i di aou pa bézoin ézité, arète pa out mouvman, anvoye l'afèr... Mi koné pa kosa zot i anpans. An touléka, mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van si Bondyé na pityé-konm i di !

Oté

Éskandal dann la famiy !

Mi pans zot la antann konm moin sak la spass dann Pari laba, promyé mé kan in nèrvis, gard-kor lo prezidan la mète in kask la polis dsi li épi la matrak demoun dann shomin, dovan bann Séèrès. L'afèr la paf é tro lo brui ziska inn-dé zour d'sa. Pa vi pa pri, lé zom lo prezidan épi lo prezidan li mèm, la pans té i fo pa romyé la salté. I koné pa sa ! Si la bone shans lo prezidan i pèrmète ali évite in éskandal.

Si ! Moin la bien di si. Pars l'éskandal lété déza dan la boite-demoun l'avé fine lo zafèr avèk z'ot téléphone. La polis osi l'av éfime l'afèr é zot l'avé fine fé konète sa z'ot sipèryèr. D'après sak i di l'élizé osi téi koné sa : la prèv a konviksyon lo résponsab lo nèrvis l'avé mète ali a pyé kinz zour. Mé oila, mèm sa téi anpèsh pa o prezidan bate karé an vélo avèk on nèrvis, mèm téi falé oir kan bann zouar fotbal l'ariv Pari, li lété absoliman konm in shèf an tète.

Romark azot bien, nou isi La Rényon sa sé in n'afèr lé pa fé pou étone anou. Kosa mi vé dir par la ? Sinplomman kan la fé zéléksyon Sintandré-néna in bonpé d'tan bien sir ! Lo gran shèf la polis téi vien vizit son troup san obliy sèr la pins lo résponsab bann nèrvis, lé mor koméla. Sa la spass dann la pèryod noir nout listoirvintyèm syèkl-l dann la pèryod la diktatir kolonyal nout zournal la rakonté zour pou zour dsi plizyèr duizène l'ané.

Dann tan-la l'avé poin téléphone portab épi La Rényon lé pa konm La Frans kan i ariv in n'afèr konmsa laba in éskandal soidizan toufé i arpète gran zour. An atandan, konm Sacha Distèl téi shant : éskandal dann la famiy mé na poinn rapor avèk sak lo shantèr téi rakont.

Justin